

Un bien triste anniversaire : les petits paysans de Mubende continuent leur lutte

mercredi 21 août 2013

Bruxelles, le 19 août 2011 - Ce lundi 19 août a « célébré » le 12e anniversaire de l'expulsion d'une communauté de paysans de leurs terres dans le district de Mubende en Ouganda. 392 familles de quatre villages, au total plus de 2000 personnes, sont concernées. La raison de cette expulsion violente par l'armée ougandaise est la mise en place d'une plantation de café par une filiale de la société allemande Neumann Kaffee Gruppe (NKG), un projet à grande échelle soutenu par le gouvernement ougandais.

Les personnes concernées, dont les maisons et les biens ont été saccagés, n'ont pas été consultées quant à la plantation de café et n'ont reçu aucune compensation adéquate. Depuis, elles vivent dispersées dans la forêt le long de la plantation, n'ont pas d'accès à l'eau, à l'éducation ou aux soins médicaux. Entre-temps, elles se sont regroupées au sein d'une organisation appelée « Wake up and fight for your rights -Madudu Group », une initiative citoyenne qui essaie, par des moyens politiques et juridiques, de faire valoir son droit à la terre. Elle s'appuie pour cela sur les obligations de leur Etat en matière de droits humains ainsi que sur la responsabilité de Kaweri, la filiale de Neumann Kaffee Gruppe, en vertu des droits humains. L'organisation de droits de l'Homme FIAN, en particulier la section allemande, appuie la communauté depuis des années. FIAN Belgium appuie également ce cas et a accueilli, il y a un an seulement, Peter Kayira, un représentant du « Madudu Group », qui a pu témoigner de la situation des personnes expulsées.

Fin mars 2013, l'action de FIAN fut couronnée d'un premier succès : la Cour Suprême à Kampala/Ouganda a promis une compensation aux personnes expulsées à hauteur d'environ onze millions d'euros. Elle n'a pas tenu compte de l'exigence des personnes expulsées de récupérer leurs terres mais a officiellement déclaré qu'il s'agissait de « gross violations of human rights », de graves violations des droits humains. A ce jour, le jugement n'a pas encore été appliqué. Fin juin, le ministre allemand de la coopération, Niebel, s'est mêlé à l'affaire, en demandant à FIAN Allemagne de mettre fin à leur campagne, nuisible à la société allemande NKG. Celle-ci jouirait de « l'attention et de la bienveillance du gouvernement allemand ». Peu avant, le Ministre s'était rendu en Ouganda et avait rencontré des représentants gouvernementaux de haut rang. Après examen des faits, il aurait conclu que cette campagne était inappropriée et injustifiée. Il s'agit d'une gifle pour les activistes de droits humains mais ce n'est pas une raison pour renoncer à leur solidarité vis-à-vis des paysans expulsés.

Comme les deux années précédentes, ce 19 août, deux employées de FIAN Belgium se sont rendues à l'ambassade ougandaise à Bruxelles afin de servir une tasse de café à l'ambassadeur, en tant que symbole de l'expulsion et comme signal que le combat de FIAN en faveur des communautés concernées continue.

